

L'appartenance des oasis du Touat allait être mise en cause par l'avance des troupes françaises d'Algérie vers le sud-est du Maroc et le Sahara. Dès 1882, l'occupation du Touat était un des buts de l'administration d'Alger : les réactions des autres puissances européennes ainsi que la résistance des tribus locales, forcèrent la France à renoncer — momentanément — à son projet.

La convention franco-anglaise du 5 août 1890 déclara le Touat dans « l'hinterland algérien » ; la conquête du Touat pouvait être à nouveau envisagée, d'autant plus qu'en 1897 le successeur de Mūlāy Ḥasan, Mūlāy ʿAbd al-ʿAzīz, avait proposé un arbitrage international. In-Salah était occupée par les troupes françaises le 28 décembre 1899, la Saoura et la Zousfana suivirent. L'impuissance du makhzen, sa rupture avec les tribus dont beaucoup se rallièrent à la France, permirent à celle-ci de pratiquer une pénétration pacifique du Touat : en 1902 une commission franco-marocaine entérina purement et simplement l'annexion des territoires du sud-est marocain et de leurs populations au profit de l'Algérie : le Touat était devenu algérien.

Tout au long de l'étude de M. Sayagh, les détails fourmillent sur les origines des différentes tribus ou groupes sociaux qui se trouvaient le long de cette frontière et sur leurs réactions. Mais il est dommage que les cartes que nous présente l'auteur soient muettes sur la frontière au sud de Taniet es-Sassi ; on aimerait avoir quelques précisions, même « floues ». Cette critique mise à part, l'ouvrage de M. Sayagh est précieux, car il nous donne une mise au point, dans le temps, d'une question épineuse, puisqu'il s'agit de l'amputation d'une portion du territoire marocain.

Chantal de LA VÉRONNE
(E.P.H.E., Paris)

Jean-Louis TRIAUD, *Tchad 1900-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée? Une confrérie musulmane, la Sanusiyya, face à la France*. Paris, L'Harmattan, 1988. 203 + xxii p.

« Français et Senoussistes étaient arrivés au bord du lac Tchad à peu près en même temps. La *zāwiya* de Bir Alali, située au nord-est du lac, venait d'être créée en 1899 » (p. 17).

Le contexte général est ainsi situé : l'expansion coloniale française en Afrique noire, avec des moyens militaires certains, d'un côté ; de l'autre, une confrérie islamique, également en marche mais dans le domaine religieux et avec des moyens très faibles. La rencontre entre ces deux mondes va provoquer les batailles puis la prise de la *zāwiya* de Bir Alali en 1902. Ce fut une secousse pour la Sanūsiyya, obligée de défendre ses acquis par des méthodes non plus missionnaires mais militaires.

Resserrée entre ces deux années, 1900-1902, l'histoire que développe J.-L. Triaud nous présente une analyse précise et concrète des hommes, des idées, des organisations en place chez les deux protagonistes d'un conflit à ses débuts.

Les archives, la presse françaises mettent en évidence les éléments d'improvisation de certaines initiatives coloniales, beaucoup plus liées aux hommes du terrain qu'aux politiques parisiens. Ce fut le cas de la prise d'assaut de Bir Alali. Les controverses et les conséquences de cette « victoire gênante » sont bien soulignées.

En ce qui concerne l'organisation de la Sanūsiyya et plus particulièrement de la *zāwiya* de Bir Alali, l'auteur a eu la chance de pouvoir exploiter une découverte d'archives : « une

quarantaine de lettres de dirigeants et de correspondants de cette confrérie, écrites au Tchad entre 1898 et 1902 » (p. 7). Pour la plus grande joie des arabisants ou islamisants, les 38 lettres sont reproduites dans leur forme originale, en fin d'ouvrage. Ces lettres, saisies à Bir Alali, concernent la correspondance reçue à la *zāwiya* par son dirigeant, al-Barrānī, d'origine « libyenne » mais dont « la biographie reste à faire » (p. 85). Beaucoup de ces lettres proviennent de Sīdī Muḥammad al-Mahdī, fils et successeur du fondateur de la Sanūsiyya, installé dès 1899 « à Gouro, au pied du Tibesti ». La traduction révisée de ces lettres, leurs commentaires, apportent des informations de première main sur la vie quasi quotidienne d'une petite *zāwiya* pilotée par des cadres étrangers au pays, s'appuyant pour partie sur le groupe arabophone des Awlād Sulaymān et pour partie sur des groupes de réfugiés Touareg venant de l'ouest. L'analyse s'attache autant aux questions religieuses de la Sanūsiyya et, au-delà, de toute *ṭariqa*, qu'aux problèmes de son organisation politique puis, par la force des choses, de sa mise en défense.

À côté de l'apport historique proprement dit, on appréciera particulièrement la démythification de la Sanūsiyya qu'impose à nos esprits la vision de la vie fragile, prosaïque, aux moyens dérisoires, d'une de ses *zāwiyas*.

Constant HAMÈS
(C.N.R.S., Paris)

Islam et sociétés au sud du Sahara. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1987 (« Notes et documents », Cahiers annuels pluridisciplinaires, n° 1). 212 p.

Ce cahier est le premier d'une collection proposée par le « Programme Islam tropical » de la Maison des sciences de l'homme, qui associe divers chercheurs africains, anglo-saxons et français. Il comprend une brève introduction au programme « Islam tropical », par Jean-Louis TRIAUD, et trois parties, intitulées : Études et biographies (p. 12-82), Informations et programmes en cours (p. 84-120) et Références et comptes rendus (p. 123-212).

La première partie se compose de sept communications de quatre à onze pages. D. ROBINSON évoque, en premier lieu, la biographie d'un marabout, érudit et arabisant, du Fouta Toro : Shaikh Musa Kamara, qui s'est signalé par ses initiatives libérales et pro-françaises au cours des années 1920, à une époque où le Sénégal se trouvait agité par divers courants d'opposition islamique, dont celui de la Tijāniyya d'al-Hājj Umar Tall. En second lieu, J.O. HUNWICK évoque la naissance d'un courant « néo-wahhabite » au Nigeria du sud, en pays yoruba, région trop souvent considérée comme située à l'écart de l'Islam et livrée à ses traditions religieuses ou au christianisme. En fait, son étude porte sur un personnage de lettré, fondateur d'un Centre de formation arabe, à Agégé : Al-Hājj Adam Al-Ilūrī. Cet activiste islamiste dénonce l'état de « jāhiliya » qui caractérise à ses yeux la société musulmane nigérienne et qui se manifeste notamment par le primat de l'ethnicité, les dépenses somptuaires de mariage ou de funérailles, la mise à l'écart des filles de l'instruction, le planning familial, l'usage par la médecine de substances « impures » ou les scarifications. Le courant qu'il représente est significatif de l'évolution actuelle du pays yoruba, terre pionnière de l'Islam, partagé entre ses traditions, le christianisme et l'Islam. Puis Christian COULON, auteur d'une thèse de science politique sur le mouvement confrérique